



La Gazette Royale

Organe de l'Union des Cercles Légitimistes de France

Alors « Vive le roi » toujours !

Vendredi 13 novembre. Cent trente morts. La France est en deuil ; les légitimistes aussi.

Le lendemain des attentats, une vingtaine de catholiques bretons marchaient de Brest à Notre-Dame du Folgoët afin d'effectuer un pèlerinage prévu de longue date. C'était un « pèlerinage pour la France ». Gageons que les victimes et leurs familles étaient au cœur de leurs prières.

Oui, la France a besoin de prières ! Et c'est par là que tout doit commencer. Ne tombons cependant pas dans le « tout nous viendra du ciel ». Ne tombons pas dans les élucubrations, le complotisme à tous crins, qui forgent dans l'esprit de bien des catholiques l'image d'un adversaire invisible, tout-puissant... Élucubrations comme celle-ci, entendue après les attentats : « Ah, comme par hasard ! Quelques semaines avant les élections ? Cela a dû être manigancé en haut lieu ». Esprit du complot rendant toute action inutile puisque tout serait déjà joué d'avance.

Oui, nous sommes en deuil. Pourtant, que l'on ne compte pas sur nous pour déployer des drapeaux tricolores à la fenêtre de nos maisons, pour les afficher sur nos profils Facebook ou LinkedIn. Le sang qui est tombé ne fait que rougir un peu plus encore cet étendard de la Révolution, farouche persécuteur de la chrétienté, ardent défenseur d'une laïcité qui a ouvert ses portes à un islam avide de remplir un vide spirituel grandissant. Pleurons sur la France, non sur une République qui a rempli les pages de notre martyrologe, qui a favorisé la construction de mosquées et acceptait, il y a quelques mois encore, l'ouverture d'écoles coraniques – y compris salafistes – sur notre territoire.

Enfin, que l'on ne compte pas non plus sur nous pour nous rendre aux urnes afin de raviver le bleu des trois couleurs. Le bleu Marine ne nous sied guère, qu'il vire au rose de ses réseaux gays ou au brun de ses néo-païens (identitaires et membres de la nouvelle droite anti-chrétienne).

Nous n'aimons que le drapeau blanc. Nous n'aimons que la monarchie très chrétienne. Nous n'aimons que le Christ Roi. Que les catholiques français sèchent leurs larmes, qu'ils nous rejoignent : aucune démocratie moderne n'a jamais reconnu cette royauté du Christ dans la durée ; quasiment toutes n'ont fait que la combattre... Alors « Vive le roi » toujours !

Jean Vignerte

V Œ U X

Au nom de tous les légitimistes qui se reconnaissent dans le combat mené par
l'Union des Cercles Légitimistes de France,
le président, les cadres et tous les présidents de cercles
présentent leurs vœux les plus respectueux à
**Monseigneur le prince Louis, Madame la princesse Marguerite,
Monseigneur le Dauphin, Madame la princesse Eugénie et Monseigneur le prince Alphonse**

Communiqué de presse de Mgr le Duc d'Anjou sur les attentats du 13 novembre

Samedi 14 novembre 2015

Monseigneur le Prince Louis de Bourbon, duc d'Anjou, communique :

Au moment où la lâcheté provoquant l'horreur endeuille Paris et la France tout entière, je fais part de ma profonde émotion.

Mes pensées et mes prières vont aux victimes et à leur famille. Aux morts et aux blessés innocents. Aux gardiens de la sécurité et de la santé.

Au-delà de la douleur et de l'indignation, face à cet acte de guerre, il appartient à tous d'être responsables et confiants en l'avenir. Comme en d'autres temps troublés, la France retrouvera sa paix et sa grandeur par l'union autour de ce qui a toujours fait sa force et sa constance, ses valeurs, puisées aux sources de son histoire.

Louis de Bourbon, duc d'Anjou

Discours du prince Louis de Bourbon, duc d'Anjou, pour commémorer le tricentenaire de la mort du Roi Louis XIV (1715-2015)

Chers Amis,

Alors qu'il y a quelques mois, nous apprenions qu'allait se tenir à Versailles la passionnante exposition Louis XIV et que nous organisions une soirée en hommage au grand roi, autour de la conférence qui nous a tant intéressés, personne n'imaginait que la France serait frappée par un acte d'une barbarie infinie.

La France frappée, et en particulier Paris, sa capitale. Paris, que le Comte de Chambord en 1870, alors que les ennemis étaient en son cœur, qualifiait de « la ville de Clovis, de Clotilde et de Geneviève, (...) la ville de Charlemagne et de Saint Louis, de Philippe Auguste et d'Henri IV, (...) la ville des sciences, des arts et de la civilisation ». L'ennemi, une nouvelle fois, est là !

Frappée au plus profond d'elle-même car, répétant un geste que les révolutionnaires connaissent bien, les assassins ont pris les jeunes pour cibles. Faire mourir des enfants, c'est aussi pour une part, tuer les parents. Alors, ne supportons plus le déni, donnons leurs sens aux événements et aux mots, parlons en vérité : ceux qui ont commis ces massacres sauvages sont des assassins et des barbares sans foi ni loi.

Ma compassion et mes prières vont à toutes les victimes et à leurs familles meurtries et j'adresse mes encouragements et félicitations aux forces de l'ordre et aux autorités judiciaires dont l'action dangereuse s'est révélée efficace ainsi qu'aux médecins et infirmières qui ont secouru et soigné, confrontés à des blessures de guerre bien inhabituelles pour eux.

Mais comme héritier des rois, comme héritier d'une tradition, ayant élevé au rang des principes intangibles de la politique l'état de droit garanti par les lois fondamentales, je ne peux, comme vous tous, que ressentir au plus profond de moi la tragédie que représentent de tels actes perpétrés sur notre sol, perpétrés contre la France et les Français.

Évoquer cette tragédie en cette journée, où nous tenions à honorer le roi Louis XIV à l'occasion du tricentenaire de sa mort, apparaît alors comme un vrai symbole, tant elle en est l'antithèse. En effet, qu'a voulu le roi, si ce

Discours du prince Louis de Bourbon, duc d'Anjou

n'est tendre vers le meilleur régime ? Le moins mauvais, en tout cas, sachant ce que sont les individus. Gouvernement d'équilibre entre Dieu et les hommes. Entre les égoïsmes de chacun et le bien commun pour tous. Entre tradition et progrès.

S'il fut un grand souverain, celui dont le professeur Jean-Christian Petitfils nous a si bien parlé ce soir, c'est qu'il a découvert tôt dans sa vie, lorsqu'il a décidé de gouverner personnellement, ces principes qu'il s'est appliqué ensuite à mettre en œuvre. Pouvoir d'équilibre et de maîtrise du monde naturel comme des hommes ; du monde spirituel comme des institutions. Pouvoir pour ordonner la société comme un jardin à la française, c'est-à-dire lui donner du sens, mais aussi pour permettre aux Lettres et aux Arts d'acquérir leur plein épanouissement. Sa mort fut à l'image de sa vie, comme Madame Saule l'a si bien évoqué dans la remarquable exposition qu'elle a montée à Versailles et qu'elle m'a fait visiter cet après-midi. Sa mort résume sa vie et la magnifie. L'astre a alors rejoint les cieux !

Mais celui que les hommes avaient peut-être jugé un peu vite, trop occupé de sa propre grandeur, ne la poursuivait pas pour lui-même mais pour la France dont il a fait un exemple donné au monde et un modèle de civilisation.

Or, n'est-ce pas le message que l'on attend actuellement ? Notre société a besoin de sens et de modèles auxquels se référer. Ne faut-il pas, une nouvelle fois, rappeler la phrase si prophétique de saint Jean-Paul II, « France qu'as-tu fait des promesses de ton baptême ? »

La France tient-elle toujours sa place ? Au fond d'elle-même peut-elle toujours dire qu'elle est un modèle à donner aux autres nations quand elle renie la vie, quand elle ne sait plus éduquer ses enfants, quand elle abandonne ses vieillards, quand elle baisse la garde alors que depuis près de 15 ans la menace était visible, quand elle oublie l'essentiel de son histoire et méprise la réalité au profit de l'idéologie ? Pour pouvoir être un modèle auquel le monde peut et veut adhérer, encore faut-il être exemplaire.

La France vient de montrer qu'elle était capable de l'être dans le malheur et lorsqu'elle est attaquée, en retrouvant une certaine union ainsi que réalisme et lucidité. Elle doit continuer à le montrer à l'avenir. Reprendre sa place de veilleur et de sentinelle dont la vocation est de protéger et de promouvoir ses idéaux puisés aux sources chrétiennes et ses valeurs nées de l'héritage gréco-romain et polies par quinze siècles d'histoire. « Ne l'oubliez pas, c'est du retour à ses traditions de foi et d'honneur, que la grande nation, un moment affaiblie, recouvrera sa puissance et sa gloire », écrivait le Comte de Chambord toujours si pertinent dans ses jugements. C'est cette France que le monde attend et espère surtout quand les barbares sont à ses portes, prêts à répandre la mort, le désespoir, la ruine et la désolation.

Chacun à leur manière, Madame Saule et Monsieur Petitfils, à qui je tiens à redire tous mes remerciements, l'ont grandement montré. La première par l'exposition qu'elle offre à Versailles et qui, j'en suis persuadé, recevra de très nombreux visiteurs ; le second par ses talents d'historien et tous ses travaux dont la conférence de ce soir nous a donné un aperçu trop bref mais si convaincant.

La dynastie capétienne, depuis les premiers temps, a toujours accompagné la France dans ses moments de gloire comme dans ceux d'épreuves : à Bouvines et à Rocroi, comme à Crécy et Malplaquet. Chaque fois, elle a apporté son message d'espoir. Incarnée dans une famille, elle sait, plus que tout autre, qu'il y a toujours une génération pour prendre la relève. Louis XIV, laissant la France aux mains d'un enfant de 5 ans le savait. Son héritier incarnait la jeunesse du monde. La jeunesse de la France sans cesse renouvelée, celle qui porte notre avenir.

Par l'intercession de Saint Louis, protégeons notre pays et transmettons notre héritage à nos enfants.

Merci de m'avoir écouté.

Louis de Bourbon, duc d'Anjou

Les démocrates ont voulu nous faire croire que le « printemps arabe » et la révolution ukrainienne allaient apporter liberté, paix et prospérité aux peuples concernés. Aujourd'hui, alors que l'Europe est touchée par ces vagues révolutionnaires, il nous faut essayer d'en comprendre les origines et les objectifs. Nous vous livrons ici l'analyse d'un spécialiste du renseignement.

Tunisie, Libye, Égypte, Syrie, Ukraine : ces cinq États ont accouché, à partir de 2011, de mouvements « révolutionnaires » plus ou moins spontanés, plus ou moins nationaux, qui devaient tous transformer leur pays et améliorer la situation. Aujourd'hui, force est de constater leur échec complet. Certes, il ne fait aucun doute que les régimes objets de la vindicte populaire aient été autoritaires ou dictatoriaux, policiers ou répressifs et, pour la plupart, corrompus. C'est une réalité. La contestation et les aspirations au changement étaient donc tout à fait légitimes. Mais nous avons montré que la spontanéité de ces « révolutions » était largement factice et que celles-ci s'inscrivaient dans une stratégie conçue outre-Atlantique afin d'installer les Frères musulmans au pouvoir partout au Moyen-Orient. Nul ne peut nier non plus que ces « révolutions » n'ont connu succès et retentissement que dans les pays où les régimes en place déplaisaient à Washington. Aucun allié des Américains -notamment l'Arabie saoudite et le Qatar- n'a connu de tels phénomènes et la révolution populaire au Bahreïn a été réprimée dans le sang sans que l'Occident ne trouve quoi que ce soit à y redire. Deux poids, deux mesures.

Qu'en est-il quatre ans plus tard ? À quoi ont servi ces révolutions ? Force est de constater qu'elles n'ont servi à rien. Si la vie quotidienne n'était pas idyllique auparavant dans tous ces pays, la situation est aujourd'hui bien pire -à l'exception notable de l'Égypte- que celle qui existait avant 2011 : ces États sont durablement désorganisés, détruits, divisés. Les conséquences de ces

révolutions ont été l'expansion de l'insécurité (guerre civile, terrorisme) et de la criminalité (assassinats, enlèvements, trafic d'armes, etc.), l'effondrement économique (cessation d'activités, départ des entreprises étrangères, destruction des infrastructures, etc.) et l'exode des populations (départ de travailleurs étrangers, réfugiés, migration vers l'Europe), l'expulsion des minorités religieuses (principalement chrétiennes) et la destruction de sites inscrits au patrimoine mondial de l'humanité.

Si nous ne saurions regretter les autocrates déchus, il convient de rappeler qu'en dépit des nombreuses turpitudes du clan Ben Ali-Trabelsi, la Tunisie vivait mieux avant sa révolution. Son tourisme était florissant et l'implantation sur son sol d'entreprises européennes contribuait à son développement. Sous Kadhafi, la Libye avait le plus haut niveau de revenus par tête de toute l'Afrique, les femmes y bénéficiaient du niveau d'éducation le plus élevé de tout le continent ; le pays accueillait 3 à 4 millions de travailleurs étrangers et participait à nos côtés à la lutte contre les djihadistes. La Syrie sortait lentement de la dictature instaurée par Hafez El-Assad, même si le pays avait mis un terme à une tentative de libéralisation en 2000, consécutive à l'arrivée de son fils Bachar au pouvoir. La situation en Irak, depuis l'intervention illégitime des États-Unis en 2003, entre dans cette catégorie et présente les mêmes caractères et les mêmes résultats.

Ces « révolutions » n'ont pas seulement concerné l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, mais aussi l'Ukraine où, comble du pa-

radoxe, c'est un président légalement élu à l'occasion d'un scrutin contrôlé et validé par des observateurs européens, qui a été renversé avec le soutien de l'Occident, en violation totale d'un droit dont il se réclame à l'envi¹. Pourtant, si l'opposition ukrainienne avait attendu le terme du mandat de Ianoukovitch, ce dernier aurait été très vraisemblablement chassé du pouvoir par les urnes l'année suivante ; le pays serait aujourd'hui en paix, au lieu d'être déchiré par une guerre civile dans sa partie orientale et d'être un nouveau terrain de jeu de l'extrême-droite néo-nazie soutenue par l'Europe et la CIA.

Le bilan des pseudo-mouvements « pro démocratie » encouragés et soutenus -si ce n'est manipulés -par l'Occident est donc désastreux pour les pays concernés, leur population, comme pour l'idéal même de la démocratie. Mais aucune leçon de bon sens n'en a été tirée, puisque la dynamique semble devoir se poursuivre. En effet, nous observons, depuis plusieurs mois, les critiques se multiplier à l'égard des États qui dénoncent cette dérive occidentale et s'en désolidarisent (Hongrie, Tchéquie²). Une « révolution populaire » pourrait bientôt s'abattre sur eux pour avoir déplu à Washington.

En revanche, aucune critique n'est formulée à l'encontre de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la

1 Éric Denécé, « Ukraine : le monde à l'envers », éditorial n°33, mars 2014, www.cf2r.org.

2 Olivier Guilmain, *Le Smart Power au secours de la puissance américaine*, Rapport de recherche n°14, avril 2015, www.cf2r.org.

Turquie, qui soutiennent directement ou indirectement le terrorisme islamiste -Al-Qaida et Daesh- et sont obsédés par le renversement de Bachar El-Assad. Rappelons que Ryad conduit au Yémen une sanglante guerre d'agression, mobilisant contre les tribus houthis des moyens militaires (près de 150 000 hommes) que l'on aurait aimé voir déployés contre Daesh. Le conflit yéménite, quasiment absent de nos médias, a fait en quelques mois plus de 5 000 morts et 25 000 blessés, 1,3 millions de personnes déplacées et 21 millions de démunis. Les affrontements y sont plus violents et font plus de victimes qu'en Ukraine orientale. Rien qu'en avril 2015, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a conduit plus de 1 700 raids aériens, soit parfois 80 par jour. Les frappes ont notamment visé sans aucun état d'âme des quartiers historiques de Sanaa, ville vieille de près de 2 500 ans -ne touchant quasiment que des populations civiles- ou la forteresse médiévale d'Al-Qahira. Mais le silence règne et, pour l'opinion occidentale, ce qui n'est pas montré au journal de 20 h n'existe pas ! Deux poids, deux mesures.

Rappelons également le rôle central de la Turquie dans la récente crise des migrants. Ankara porte en effet une responsabilité dans l'importante vague d'immigration qui a submergé l'Europe de l'Ouest. Ne pouvant faire aboutir sa stratégie sur le théâtre du Moyen-Orient, Erdogan -qui connaît depuis quelques mois des revers électoraux et en matière de politique étrangère-³ a décidé d'impliquer -et de déstabiliser- les autres parties prenantes, à com-

3 En particulier, suite au rejet par les Occidentaux de la *No Fly Zone* qu'il avait demandée au-dessus du nord de la Syrie. Désormais, avec l'arrivée de Moscou, la Turquie se retrouve avec des forces russes sur ses frontières nord et sud.

mencer par les Européens. C'est pourquoi il est inadmissible d'avoir autorisé le président turc, membre du bureau international des Frères musulmans, à tenir un meeting électoral devant ses partisans, à Strasbourg, le 4 octobre, à l'occasion duquel il a dénoncé avec emphase le terrorisme, non celui de Daesh... mais celui du PKK !

Toujours au sujet des migrants, il convient de signaler l'exploitation abusive de l'émotion populaire avec l'image tragique de l'enfant mort sur une plage, laquelle a une nouvelle fois pour finalité de renforcer la culpabilité européenne. Elle est par ailleurs hautement partielle et manipulatrice : pourquoi les médias n'ont-ils jamais montré les photos des populations syriennes restées fidèles à Bachar El-Assad -par choix ou par crainte des djihadistes d'Al-Qaida et de Daesh- qui sont depuis quatre ans victimes d'assassinats et de massacres de la part des terroristes et de leurs soutiens arabes et occidentaux ? Ils sont pourtant nombreux... mais du mauvais côté ! Nos médias considèrent sans doute qu'il y a des victimes civiles innocentes et d'autres coupables.

Les reportages sur les migrants sont par ailleurs une excellente illustration de l'absence totale d'analyse critique ou objective des médias : aucun commentateur ne semble avoir remarqué la forte proportion d'hommes jeunes, âgés de 20 à 30 ans, parmi les réfugiés « syriens »⁴. Qu'un pays en guerre cherche à évacuer femmes, enfants et vieillards est tout à fait légitime. Mais que des hommes dans la force de l'âge quittent leur terre sans combattre devrait nous interpeller : que ne sont-ils restés se battre

4 Les statistiques montrent que seuls 27% sont réellement syriens, les autres mentant pour être accueillis ou utilisant de faux passeports.

chez eux, pour ou contre Bachar ? Non, seule la fuite vers l'Occident et ses richesses fantasmées les intéresse. Mais personne ne semble relever cet état de fait pourtant flagrant. En revanche, une nouvelle fois, les reproches se multiplient vis-à-vis de la Hongrie, qui refuse d'accueillir et de voir transiter sur son sol vrais et faux réfugiés, alors que les Européens de l'Ouest se plaignent, depuis des années, que les États d'Europe de l'Est n'effectuent pas de contrôles efficaces aux frontières, rendant l'espace Schengen ouvert à tous les vents !

Au demeurant, lorsqu'ils rendent compte du conflit en Syrie, les médias présentent la situation comme si, sur les 250 000 victimes estimées de la guerre civile, 90 % étaient l'œuvre du régime de Damas ! C'est à la fois grotesque et insensé. Rappelons que plus de 60 000 soldats syriens sont morts au combat et qu'au moins autant de civils opposés aux islamistes ont été tués ou assassinés, en majorité des Alaouites. Si Bachar avait tant massacré, il aurait été renversé ou aurait repris le contrôle du pays ! Les médias omettent systématiquement de rappeler que le régime n'a pas le monopole de l'action violente et que des massacres -malheureusement fréquents dans toute guerre civile- sont commis par les deux camps. La présentation des événements tend à passer sous silence les horreurs des djihadistes ou à les absoudre de toute violence dès lors qu'elle est dirigée contre Bachar et son régime.

Pour mémoire, les pseudo-attentats chimiques de fin août 2013 sont toujours attribués par les médias à Damas, alors même que la *Defense Intelligence*

5 Le célèbre journaliste d'investigation américain Seymour Hersh a montré dans son article « *The Red Line and the Rat Line* » (*London Review of Books*, avril 2014) que les accusations

Agency (DIA) américaine ⁵ et le CF2R ⁶ ont montré que ces actions n'étaient pas de leur fait. Mais le matraquage médiatique perdure et, lentement, la désinformation fait son œuvre, relayée par des journalistes aveugles, complices et irresponsables.

Or, il convient de réaffirmer avec force que, quels que soient les défauts de Bachar El-Assad -qu'il n'est pas question de défendre-, les opposants armés qui lui font face sont des barbares et des fanatiques infiniment pires que

— suite note 5

proférées par Barack Obama ne reposaient sur rien de concret. Il a pu interviewer de nombreux responsables militaires et du renseignement qui lui ont tous confirmé qu'ils disposaient, depuis le printemps 2013, d'informations fiables, selon lesquelles depuis des mois déjà Al-Nosrah disposait de gaz sarin et des moyens de l'utiliser, qu'il avait pu acquérir avec l'aide de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Un mémo de la *Defense Intelligence Agency* précisait même qu'il s'agissait du « *most advanced sarin plot since Al-Qaeda's pre-9/11 effort* ». Par ailleurs, Hersh affirme que le gouvernement turc et ses services spéciaux travaillaient directement avec Al-Nosrah pour organiser une telle attaque et en faire porter la responsabilité à Damas, afin de provoquer une intervention militaire américaine.

Rappelons également que dans son rapport, Carla Del Ponte, le chef de mission des inspecteurs de l'ONU, s'étant rendue sur place, déclare qu'au vu de l'enquête effectuée, toutes les preuves réunies désignaient les rebelles comme responsables de cette attaque.

6 Éric Denécé, « Intervention en Syrie : la recherche d'un prétexte à tout prix », éditorial n° 32, septembre 2013, www.cf2r.org

7 Début octobre, dans une interview à la chaîne *Al-Arabi*, le président de la Commission juridique de la Coalition nationale syrienne (CNS), Haytham Maleh, a déclaré « *Si je suis amené à choisir entre Assad et Daesh, je choisirais Daesh* ». La CNS est une émanation des Frères musulmans, créée le 11 novembre 2012 à Doha (Qatar). La France l'a reconnue comme le seul représentant légitime du peuple syrien ! http://www.iveris.eu/list/veille/82-la_coalition_nationale_syrienne_choisirait_daesh

son régime ⁷. Si ce fait semble à peu près acquis pour Daesh, cela ne semble pas être reconnu pour Al-Nosrah, la branche d'Al-Qaida en Syrie, dont les buts sont pourtant identiques. Al-Qaida, vous vous souvenez, ce groupe responsable des attentats du 11 septembre et de bien d'autres encore, auquel les Américains ont déclaré une « guerre globale », mais qu'ils font cependant soutenir, en Syrie, par leurs alliés saoudiens, qataris et turcs.

Sous l'influence de nos « alliés » américains et arabes, nous nous sommes ainsi attachés à diaboliser Bachar et son régime à tout prix, lui attribuant toutes les exactions observées, surtout celles commises par les djihadistes. Pourtant, en quoi le leader syrien est-il pire que les nombreux petits despotes africains que nous avons soutenus ou continuons de soutenir ? Préférer Al-Qaida et les Frères musulmans à son régime montre à quel point nous avons perdu le sens des réalités.

Le réalisme, en matière de géopolitique et de relations internationales est une vertu cardinale que l'Occident semble avoir oubliée. Les Européens de l'Ouest, en particulier, ont perdu leur boussole, leur seul « nord » semblant être la politique irresponsable et totalement personnelle des États-Unis, qui cherchent à les entraîner dans toutes leurs actions et dérives.

Seuls quelques pays font encore preuve de bon sens, en premier lieu, les Russes. Leur intervention en Syrie est un tournant qui pourrait contribuer à rétablir un début d'ordre au Moyen-Orient. En second lieu, ne nous en déplaise, l'Iran s'affirme comme un acteur de stabilité dans la région, face à l'agitation terroriste encouragée ou soutenue par certains États sunnites. Cela n'empêche ni Moscou ni Téhéran d'avoir des intérêts, ni d'avancer leurs pions. Mais nous

serions bien mal inspirés de leur reprocher ce que nous ne cessons de faire.

L'action de ces États pourrait bien inverser le cours des événements en Syrie. En effet, il est bon de rappeler que Bachar n'a guère utilisé, au cours des années écoulées, une partie de ses unités composées d'appelés en majorité sunnites, qui n'ont pas fui le service militaire contrairement à beaucoup d'autres, mais qui ne sont pas suffisamment formés ni expérimentés pour être engagés en première ligne. Elles ont été essentiellement cantonnées à des tâches défensives autour de Damas. C'est sur les unités alaouites qu'a reposé l'essentiel des combats offensifs. L'arrivée des Russes, la livraison d'équipements, le soutien aérien, ainsi que l'engagement de plus en plus marqué de l'Iran et du Hezbollah ont toutes les chances de faire basculer la situation en faveur du régime. Damas pourrait engager ces unités, désormais plus confiantes, dans des opérations de reconquête. Première illustration de ce renversement de tendance, le 4 octobre, à Dera'a, un millier de membres des milices islamistes ont déposé les armes et certaines sources évoquent la fuite du pays des premiers combattants de Daesh, qui retournent en Irak.

Bien sûr, les Occidentaux ont immédiatement critiqué les frappes aériennes russes en Syrie, les accusant de faire de nombreuses victimes collatérales et de ne frapper qu'Al-Nosrah, en négligeant Daesh, sans qu'aucune preuve à l'appui de ces allégations ne soit avancée. Surtout une telle argumentation est à la fois fallacieuse et grossière : faut-il rappeler les victimes collatérales de la guerre en Irak (2003) et des frappes de drones américains au Pakistan et en Afghanistan ? Ou bien encore le bombardement américain ayant visé le centre de soins de « Méde-

Révolutions inutiles et interventions chaotiques

cins sans frontière » (MSF) à Kunduz, en Afghanistan, dans la nuit du vendredi 2 octobre au samedi 3 octobre, tuant 12 employés de l'ONG, 7 patients -dont trois enfants- et faisant 37 blessés. Il est également cocasse de voir les Occidentaux critiquer Moscou parce qu'il frappe le Front Al-Nosrah, la branche d'Al-Qaida en Syrie, car elle a été en partie formée, équipée

et demeure soutenue par les Américains. Encore une fois, deux poids, deux mesures.

Ainsi, l'Occident sous la houlette américaine cherche-t-il toujours à faire jouer le mauvais rôle à la Russie, essayant de la réinstaller dans l'inconscient collectif dans la position de l'ex-ennemi soviétique honni -à juste titre-,

alors que la situation est aujourd'hui bien différente. On est également abasourdi devant les divagations de certains analystes qui annoncent sans rougir que la Syrie pourrait être le nouvel Afghanistan russe ! Les conditions sont tellement différentes (le théâtre, les alliés, les forces en présence, etc.) qu'un tel jugement ne tient pas debout.

*

Ne nous y trompons pas, quelle que soit l'issue de cette crise, l'Occident, l'Europe et la France sortiront durablement décrédibilisés de cet épisode et leur influence politique et économique connaîtra un fort recul. Aujourd'hui, dans de nombreuses régions du monde, les Occidentaux apparaissent, non sans raison, comme une menace pour la paix et la stabilité mondiales, tant leurs interventions extérieures créent le chaos partout où elles ont lieu.

En effet, nous sommes des pompiers pyromanes. Après avoir envahi illégalement et profondément déstabilisé l'Irak, les États-Unis luttent désormais contre Daesh qu'ils ont largement contribué à créer. De même, les interventions françaises au Sahel (opérations *Serval*, puis *Barkhane*), ne sont que les conséquences de l'erreur stratégique qu'a été notre action inconsidérée en Libye. L'installation de l'État islamique en Cyrénaïque et en Tripolitaine est une sorte de vengeance, posthume et méritée, de Kadhafi !

Nous avons toutes les raisons d'être inquiets devant les errements majeurs de notre politique étrangère depuis 2007. Qu'est devenue la France ? Qu'est-il advenu de ses valeurs, de son regard particulier sur le monde, de son autonomie et de sa liberté de parole ? Nous ne pouvons que constater l'incohérence et la cécité de nos dirigeants, ainsi que leur alignement sur des positions et des intérêts étrangers -américains, saoudiens et qataris. Il est légitime que nous nous interroguions sérieusement sur leur compétence et leur aptitude à défendre nos intérêts. Leur obsession à vouloir la chute de Bachar n'est pas une politique. Cela ne fait qu'exprimer l'absence d'idée, de stratégie, de vision... C'est tragique ! Nous ne sommes désormais que des auxiliaires, une force d'appoint, qui plus est, du mauvais côté.

Bien sûr, les tenants du politiquement correct nous accuseront de défendre les dictateurs et des pays avec lesquels la France a été longtemps en opposition. Mais, en refusant de prendre en compte les réalités de terrain et l'évolution du monde, et en gobant ou en relayant la désinformation *Mainstream* des médias anglo-saxons, nous sommes en train de perdre tout crédit international et nous paierons tôt ou tard le prix de notre alignement aveugle et irresponsable sur Washington et les États sunnites soutiens du terrorisme.

Éric Denécé

Octobre 2015

Docteur en science politique

Directeur du CF2R

Article paru sur :

<http://www.cf2r.org/fr/editorial-eric-denece-1st/revolutions-inutiles-et-interventions-chaotiques.php> et repris ici avec l'aimable autorisation du Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

Fondé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant, régi par la loi de 1901, spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale. Il a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale,
- L'apport d'expertise au profit des parties prenantes aux politiques publiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.),
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public

À l'école d'un Machiavel ou d'un Hobbes, la modernité proclame l'autonomie de l'homme à l'égard de toute loi dont il n'est pas à l'origine. N'est donc plus reconnue la transcendance de la loi naturelle –cette écologie du comportement humain qui limite le pouvoir et fonde l'autorité dans la préservation du bien commun. Aussi nos sociétés individualistes consacrent-elles le triomphe d'un socialisme bourgeois qui, sous son masque d'émancipateur du genre humain, donne en réalité libre cours à la volonté de puissance des riches et des rusés. Pour faire du monde un grand marché à la mesure de leurs appétits, ils s'attaquent non seulement aux protections naturelles des personnes (destruction de la famille, flexibilité de l'emploi, déracinement, précarisation), mais aux peuples mêmes (désintégration des communautés politiques, des cultures, abrogation des frontières, déplacements de populations programmés). Enfin, pour masquer cette réalité, ils lâchent des cohortes d'infâmes *lobbies* idéologiques, perfusés de subventions et relayés en boucle par des médias prostitués.

Or, parmi tant d'autres, un Dante (1265-1321) ou un La Fontaine (1621-1695) le rappellent : seul un roi peut rendre le peuple heureux et se soucier de donner à chacun la place qui lui est due. Plus étonnant : le ministre Emmanuel Macron –pourtant acteur de ce cancer capitaliste que constitue la mondialisation– reconnaît, lui aussi, qu'il manque à la France la « verticalité » d'un roi dont elle n'a jamais fait le deuil.

Dante : « Le genre humain, quand il est rangé sous le Monarque, se trouve au mieux »

À toute entreprise, il faut un chef chargé de réaliser le bien à atteindre. Si le bien est pour lui un impératif –indépendant de sa volonté propre–, en revanche, il relève de sa raison d'organiser les moyens pour y parvenir (aussi, dans les cas difficiles, devra-t-il solliciter des conseils) :

- Le chirurgien, pour le bien de son patient (sa santé), organise l'opération et l'ensemble des actes médicaux. En cela, il est le serviteur du patient.
- Le commandant d'un navire, « seul maître à bord après Dieu » pour mener ses passagers à bon port, décide de la route à suivre et des manœuvres à effectuer. En cela, il est le serviteur des passagers.
- De même le roi, « lieu-tenant de Dieu » pour réaliser le bien commun de son pays, « en son conseil » (après consultation de sages), décide quelle politique et quelles lois adopter. En cela, il est le serviteur des sujets.

Notons que toutes les activités humaines, qui font intervenir un tel rapport hiérarchique, nécessitent un acte de confiance préalable de la part de ceux dont le destin dépend du chef :

- Le patient remet sa vie entre les mains expertes du chirurgien.
- Le passager croit à la bonne volonté du commandant du navire pour le conduire à destination.
- Les sujets accordent leur confiance au roi –comme on l'accorde à un père–, dans sa volonté de réaliser le bien commun du pays.

L'expérience montre que l'acte de confiance se révèle très avantageux, ce que le génial Dante (1265-1321) résume par ces phrases :

On voit que, si le consul ou le roi ont seigneurie sur les autres au regard de la route à suivre, il n'empêche qu'au regard du but ils sont serviteurs des autres : et le Monarque principalement, qu'il faut tenir sans doute aucun pour le serviteur de tous. Ainsi enfin peut-on connaître dès ce point que l'existence du Monarque est rendue nécessaire par la fin qui lui est assignée, d'établir et maintenir les lois. Adonc le genre humain, quand il est rangé sous le Monarque, se trouve au mieux ; d'où il suit qu'une Monarchie est nécessaire au bien-être du monde. ¹

Des propos si sages appellent quelques remarques :

- Il ne viendrait à l'idée de personne de confier sa santé et sa vie à l'opinion de la majorité d'une assemblée d'ignorants en lieu de celle du chirurgien.
- De même, sur un navire, il serait parfaitement suicidaire de soumettre les manœuvres à effectuer et le choix de la route à suivre à l'opinion de la majorité des passagers ; sous peine de voir des pirates s'emparer du bâtiment après avoir compris et maîtrisé les règles de décisions.
- C'est pourtant ce dernier choix que propose la démocratie en mettant la politique d'un pays aux voix de députés irresponsables, corruptibles ou, dans le meilleur des cas, ignorants. Comment ne pourraient-ils pas se faire acheter ou manipuler par les pirates des grandes multinationales et du FMI ?

¹ Dante Alighieri, *Monarchia*, livre I, ch. XII, 12-13, éd. des *Œuvres complètes* de la Pléiade, p.651.)

La Fontaine : « *Le monarque (...) de ses moindres sujets sait tirer quelque usage, et connaît les divers talents* »

Dans l'œuvre du Créateur, aucune créature n'est inutile, et le roi se fait son auxiliaire en réalisant la bonne harmonie de la société, en s'efforçant de rendre justice, autrement dit, en s'appliquant à donner

à chaque personne la place qui lui est due, selon ses compétences et dans les meilleures conditions. Il n'ignore pas que même la plus petite personne -méprisée selon des critères de rentabilité- contri-

bue au bien commun. Ainsi le rappelle le fabuliste Jean de La Fontaine dans cette merveilleuse leçon d'autorité :

LE LION S'EN ALLANT EN GUERRE

Le Lion dans sa tête avait une entreprise.²
Il tint conseil de guerre, envoya ses Prévôts,³
Fit avertir les Animaux :
Tous furent du dessein, chacun selon sa guise :⁴
L'Éléphant devait sur son dos
Porter l'attirail nécessaire,
Et combattre à son ordinaire ;
L'Ours s'apprêter pour les assauts ;
Le Renard ménager de secrètes pratiques ;
Et le Singe, amuser l'ennemi par ses tours.

- Renvoyez, dit quelqu'un, les Ânes qui sont lourds,
Et les Lièvres sujets à des terreurs paniques.
- Point du tout, dit le Roi ; je les veux employer.
Notre troupe sans eux ne serait pas complète.
L'Âne effraiera les gens, nous servant de trompette ;
Et le Lièvre pourra nous servir de courrier.
Le monarque prudent et sage
De ses moindres sujets sait tirer quelque usage,
Et connaît les divers talents.
Il n'est rien d'inutile aux personnes de sens.⁵

De fait, pour le bien commun, le roi s'applique à ne laisser personne de côté. Il préfère aussi confier telle charge à une personne

de basse extraction dont il a éprouvé les aptitudes, plutôt qu'à ce descendant d'une illustre famille qui a montré sa sottise, son incompetence ou son arrogance. La règle vaut pour toute autorité et c'est le propre d'une institution de mobiliser les talents au service du bien commun, par delà les faiblesses

humaines, tout en respectant les efforts passés des familles. Une pareille politique –qui fut celle des rois de France– donne un sens au travail assidu des générations et confère aux peuples honneur et vertu.

² Il pense devoir faire la guerre.

³ Magistrats représentant le roi.

⁴ Chacun s'engage au projet selon ses compétences propres.

⁵ Personne sensée.

Emmanuel Macron déplore : « *Le roi n'est plus là !* »

Un ministre socialiste

Laissons le magazine philosophique *Le un* –dans son numéro du 8 juillet 2015 – présenter le Ministre socialiste dont il publie l'interview :

Ancien étudiant en philosophie et élève de l'ENA, il a intégré l'Inspection générale des finances à l'issue de ses études. Il a ensuite été banquier d'affaire, puis associé chez Rothschild & Cie, avant de devenir secrétaire général adjoint de la présidence de la République (mai 2012 - juin 2014). Emmanuel Macron a été nommé ministre de l'Économie et des Finances dans

le gouvernement formé par Manuel Valls en août 2014.

Confronter politique et philosophie au réel

Dans l'entretien, Emmanuel Macron prêche –ce qui n'est pas pour nous déplaire– la confrontation du politique et du philosophe avec le réel :

La philosophie politique permet (...) de mettre en tension le réel avec des concepts, de l'éclairer grâce à leur lumière.[...] [La philosophie] est une discipline qui ne vaut rien sans la confrontation au réel. Et le réel ne vaut rien sans

la capacité qu'elle offre de remonter au concept.

On constate ici une rupture radicale avec certaines utopies de la Révolution héritières d'un Jean-Jacques Rousseau qui déclarait quant à lui :

Commençons donc par écarter tous les faits, car ils ne touchent point à la question.⁶

⁶ Jean-Jacques Rousseau, *De l'inégalité parmi les hommes*, « Discours sur l'origine et le fondement de l'inégalité parmi les hommes », Librairie de la Bibliothèque Nationale, L. Berthier Éditeur, 1894, p. 32.

À la politique française, manque la verticalité d'un roi

Si Emmanuel Macron semble encore croire à la démocratie, c'est pour lui reconnaître son « incomplétude ». En réalité, et en dépit du formidable matraquage idéologique déployé par la Révolution depuis deux cents ans, rien ne saurait combler le vide affectif causé par l'absence de l'autorité d'un roi, et d'ailleurs les Français ne s'en sont jamais remis :

Aujourd'hui le processus démocratique est remis en cause [...] La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude, car elle ne se suffit pas à elle-même. Il y a un processus démocratique et dans son fonctionnement un absent. Dans la politique française, cet absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort. La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là ! [...] On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment. Le reste du temps, la démocratie française ne remplit pas l'espace. On le voit bien avec l'interrogation permanente sur la figure présidentielle, qui vaut depuis le départ du général de Gaulle. Après lui, la normalisation de la figure présidentielle a réinstallé un siège vide au cœur de la vie politique. Pourtant, ce qu'on attend du président de la République, c'est qu'il occupe cette fonction. Tout s'est construit sur ce malentendu.

[...] Si l'on veut stabiliser la vie politique et la sortir de la situation névrotique actuelle, il faut, tout en gardant l'équilibre délibératif, accepter un peu plus de verticalité.

Courte réponse à Emmanuel Macron

Effectivement, la verticalité a été abolie avec la *Déclaration des*

droits de l'homme, qui en proclamant la souveraineté absolue de l'homme, son autonomie par rapport à toute loi transcendante, toute loi n'émanant pas de sa volonté, nie les lois de la nature :

Article 3 : le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Implicitement, l'homme de la modernité se fait donc Dieu, il se déclare « homme-dieu », comme le revendique Luc Ferry, ancien ministre libéral de l'Éducation nationale sous la présidence de Nicolas Sarkozy :

Pour le pire comme pour le meilleur, notre univers laïc tend donc à récuser toute référence à ce qui est extérieur aux hommes au nom d'une exigence d'autonomie. [...] Si le sacré ne s'enracine plus dans une tradition dont la légitimité serait liée à une Révélation antérieure à la conscience, il faut désormais le situer au cœur de l'humain lui-même. Et c'est en quoi l'humanisme transcendantal est un humanisme de l'homme-Dieu : si les hommes n'étaient pas en quelque façon des dieux, ils ne seraient pas non plus des hommes. Il faut supposer en eux quelque chose de sacré ou bien accepter de les réduire à l'animalité.⁷

Et c'est bien ce même discours que nous ressert son successeur, un Vincent Peillon ministre socialiste de l'Éducation nationale du premier gouvernement sous la présidence de François Hollande :

La religion républicaine est une religion des *droits de l'homme*, c'est-à-dire dire de l'Homme qui doit se faire Dieu, ensemble, avec les autres, ici-bas, et non pas du

Dieu qui se fait homme à travers un seul d'entre nous.⁸

Dans la modernité, l'homme s'adore donc lui-même comme dieu, il est la référence ultime.

Mais voilà que la puissance que confère ce nouveau statut déchaîne toutes les passions pour accéder à un « pouvoir politique » conçu non plus comme un service, mais comme instrument de domination des autres. En effet, celui qui dirige n'est-il pas le commandeur, le « dieu » des hommes-dieux ? Ne dispose-t-il pas de cette possibilité extraordinaire de leur imposer sa volonté propre ?

Un problème demeure : même intégré à une « nation », l'homme n'est pas le souverain ultime, il n'est pas Dieu car il n'est pas à l'origine de la nature. Et si, dans la *Genèse*, le Créateur lui confie le soin du « jardin-monde » pour le faire fructifier, il doit au préalable se soumettre aux lois de la nature. Il ne saurait en abuser (disparition des espèces par exploitation anarchique de certaines ressources), les violer (manipulations génétiques pour transformer les espèces restantes, OGM), en modifier artificiellement l'équilibre, sans la corrompre et sans en subir les conséquences.

Il y a pire ! La corruption et l'orgueil du moderne sont plus dévastateurs encore quand, par les idéologies –qui constituent autant de rêves d'autonomie de l'homme par rapport à sa propre nature–, le politique prétend désormais s'affranchir de l'écologie de l'espèce humaine, de cette antique loi naturelle défendue par Antigone contre le tyran Créon au prix de sa vie.

8 Vincent Peillon, *Une religion pour la République, la foi laïque de Ferdinand Buisson*, Éditions du Seuil, Janvier 2010, p.34-36.

7 Luc Ferry, *L'homme-Dieu*, Grasset éditions, Paris, 1996, p.241.

C'est bien ce qu'exprime le philosophe Léo Strauss quand il analyse la modernité :

Le changement fondamental que nous tentons de décrire se manifeste dans la substitution des droits de l'homme à la loi naturelle : la loi qui prescrit des devoirs a été remplacée par des droits, et l'homme a remplacé la nature. Les droits de l'homme sont l'équivalent moral de l'*Ego cogitans*. L'*ego cogitans* s'est entièrement émancipé de la tutelle de la nature, et finalement, il refuse d'obéir à toute loi qu'il n'ait engendrée en totalité, ou de se dévouer à toute valeur dont il ne soit certain d'être le créateur.⁹

Or, la modernité —et particulièrement l'individualisme, son fruit mortifère—¹⁰ méprise la nature humaine, comme le souligne en 2005 le philosophe espagnol Javier Baraycoa qui relève dans le domaine très exposé et révélateur de la sexualité :

Si l'observation de la nature tout entière conduit à associer sexualité et reproduction, cette évidence est largement refusée

9 Léo Strauss, *La cité et l'homme*, Le livre de poche, Biblio/essais, Paris, 2005, p. 62.

10 Le grand historien anglais Arnold Toynbee montre en effet que la religion individualiste (ou libérale) est une des trois idéologies de cette modernité qui se nourrit de l'abandon du christianisme :

Étant donné que l'homme ne peut vivre sans religion, quelle qu'en soit la forme, le recul du christianisme en Occident a été suivi par la montée de religions de remplacement sous la forme des idéologies post-chrétiennes —le nationalisme, l'individualisme et le communisme—.

(Arnold Toynbee, cité par Jean-Pierre Sironneau, *Sécularisation et religions politiques*, 1982, Paris, Mouton Publisher, p. 206).

11 Javier Baraycoa, *Du pouvoir dans la modernité et la postmodernité*, Hora Decima, trad. Emmanuel Albert, 2005, Paris, p. 130.

dans la postmodernité avec, comme point culminant, la thèse : *sexe sans reproduction et reproduction sans sexe*.¹¹

• Depuis la parution de ce livre, les « mariages » des couples homosexuels ont été légalisés dans presque toute l'Europe, et bientôt leur sera donnée la possibilité d'adopter des enfants (pourquoi la nature s'est-elle embêtée à distinguer le papa et la maman pour faire des petits et les éduquer ? Nous, les hommes, nous sommes plus intelligents, nous savons mieux qu'elle !). dans presque toute l'Europe, Mais, dans ce contexte, l'enfant n'est-il pas réduit à un bien de consommation, une chose artificielle dont on s'octroie la liberté de jouir ?

• On fabrique *in vitro* des embryons humains et on les sélectionne pour la recherche, pour des couples stériles accidentellement, ou stériles par nature (couples homosexuels), avec en toile de fond l'eugénisme (j'estime que cet embryon, cette personne potentiellement handicapée, n'aura pas une vie conforme à l'idée que je me fais de la dignité humaine, et puis avouons-le, cela gêne d'abord mon bien-être). Cependant, « notre troupe sans eux » est-elle complète ?

• On en vient à marchandiser le corps humain dans ce qu'il a de plus intime et de plus sacré : un multimillionnaire socialiste et militant homosexuel —Pierre Bergé, copropriétaire du groupe qui contrôle les journaux *Le Monde*, *L'Obs*, *La Vie*— ose déclarer au sujet du réceptacle de la vie qu'est le ventre d'une maman :

Moi je suis pour toutes les libertés. Louer son

ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ? C'est faire un distinguo qui est choquant.¹²

• Enfin, on prépare maintenant les esprits à admettre que certains sont destinés à vivre en tant que donneurs d'organe (Si je suis mal en point : je peux acheter à cet enfant pauvre un foie ou un rein. Ou encore : un de mes clones me fournira ce qu'il faut. N'ai-je pas « le droit au bonheur ? »)

Depuis 1789, le rapport à une norme extérieure à la volonté de l'homme a disparu, il manque à la politique française la transcendance de la loi naturelle ; il manque la transcendance d'un roi dont la légitimité découle précisément de son application à réaliser les conditions naturelles de la vie ; il manque cette « verticalité » qui nous relie à notre nature et nous assigne à tous, et pas seulement au roi, l'humble place de serviteur des autres dans la Création. La « verticalité » est ce qui distingue l'autorité du pouvoir brut égoïste et arbitraire, et l'équilibre entre délibération et verticalité, dont rêve Emmanuel Macron, constitue précisément ce qu'on appelle « le conseil » : avant de prendre une décision, comme toute autorité digne de ce nom, le roi prend l'avis de sages pour agir selon la raison.

- Si une décision du roi s'oppose à la loi naturelle transcendante et au droit qu'elle garantit, même la plus humble personne —à l'exemple d'Antigone—, a le devoir de lui désobéir.

12 Pierre Bergé, cité par *le Figaro*, « Mariage gay : les partisans perdent le match de la rue », 16/12/2012 à 20 : 25.

- Si en revanche le roi commande selon la loi naturelle alors il obtient non seulement l'obéissance libre de ses sujets (comme le remarquent Toc-

queville¹³ ou Hannah Arendt¹⁴), mais plus encore, leur amour. Répétons-le, la légitimité du roi réside dans son respect de l'hétéronomie, dans sa soumission à une loi

qui n'est pas la sienne : cette loi naturelle qui n'est que l'écologie du comportement humain.

13 Tocqueville rapporte en effet :

Le roi leur inspirait des sentiments qu'aucun des princes les plus absolus qui ont paru depuis dans le monde n'a pu faire naître, et qui sont même devenus pour nous presque incompréhensibles, tant la Révolution en a extirpé de nos cœurs jusqu'à la racine. Ils avaient pour lui tout à la fois la tendresse qu'on a pour un père et le respect qu'on ne doit qu'à Dieu. En se

— suite note 13

soumettant à ses commandements les plus arbitraires, ils cédaient moins encore à la contrainte qu'à l'amour, et il leur arrivait souvent ainsi de conserver leur âme très libre jusque dans la plus extrême dépendance. Pour eux, le plus grand mal de l'obéissance était la contrainte ; pour nous, c'est le

— suite note 13

moindre. Le pire est dans le sentiment servile qui fait obéir.

(Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Livre 2, Chap. IX.)

14 Hannah Arendt constate :

L'autorité implique une obéissance dans laquelle les hommes gardent leur liberté.

Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Folio Essais, p. 140).

D'autres voix s'élèvent, qui s'égarent

D'autres s'indignent légitimement du triomphe démocratique des profiteurs, des vampires du marché boursier et autres pirates exterminateurs de peuples. Les républiques¹⁵ (démocratiques ou populaires) se révèlent en effet des alibis qui permettent aux habiles de réaliser des affaires au dépens des peuples, tout en invoquant *ad noseam*, et la main sur le cœur, les sacrés « Droits de l'homme ».

Ainsi Tatiana Jarzabek -secrétaire nationale du Parti de Gauche aux médias et traductrice des *Leçons politiques de Game of Thrones-*, déclare dans un article du *Figaro*¹⁶ :

Des leçons de politique en partant de situations dans lesquelles s'inscrivent les personnages de *Game of Thrones*, c'est ce que Pablo Iglesias, dirigeant du parti espagnol Podemos, nous propose

dans son livre : *Les Leçons Politiques de Game of Thrones*.

À l'instar d'Emmanuel Macron, Tatiana Jarzabek souligne, elle aussi, l'impératif de la conformité de la politique avec le réel :

[...] il (Iglesias) force à la connexion avec le réel, parce que changer le monde implique de partir de celui qui existe, et non d'une réalité militante fantasmée [...]

De même, elle pose les vieilles problématiques auxquelles se confronte tout dirigeant politique :

Qu'est-ce que le pouvoir ? Est-il un leurre ou une réalité ? Faut-il être nécessairement bon pour faire le bien ? Quand les vieux cadres politiques s'effondrent, quand l'hiver vient, tous les coups sont-ils permis pour accéder au Trône de Fer ?

Nous n'avons pu lire encore le livre de Pablo Iglesias, mais ce que nous en dit sa traductrice n'augure rien de bon. En effet :

Ici, l'on s'occupe de savoir qui a le pouvoir, de comment et pour quelles raisons ils parviennent à le conserver, pas de la mo-

ralité de leurs comportements individuels.

On reconnaît ici la position amoral d'un Machiavel qui livre dans *Le Prince* les recettes pour conquérir le pouvoir et le garder. À cet effet, les vertus comme les vices sont préconisés tant il est vrai qu'une fois la loi naturelle abrogée, ne subsiste plus que son immonde caricature, la loi darwiniste du plus fort. Rappelons que Machiavel et son disciple anglo-saxon Hobbes sont les fondateurs des républiques modernes en affranchissant le pouvoir politique de toute référence transcendante. Jean-Jacques Rousseau le reconnaît :

En feignant de donner des leçons aux rois, il [Machiavel] en a donné de grandes aux peuples. *Le Prince* est le livre des républicains.¹⁷

Et c'est malheureusement ce chemin que s'efforcent de suivre les dirigeants du mouvement Podemos. Tatiana Jarzabek continue :

15 Le philosophe démocrate Marcel Gauchet le concède :

La république c'est le régime de la liberté humaine contre l'hétéronomie religieuse. Telle est sa définition véritablement philosophique

(Marcel GAUCHET, art. « *La république aujourd'hui* » in *La revue de l'inspection générale*, n°1, janvier 2004.)

16 Tatiana Jarzabek, « Podemos et les leçons politiques de *Game of Thrones* », *Figaro Vox*, publié le 12/10/2015 à 18 : 21.

17 Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Livre III, chap. 6, Christian Bourgeois éditeur, collection 1018, Paris, 1973, p. 140.

La mort de Ned Stark nous apprend qu'en politique il ne sert à rien d'être un homme bon si l'on ne sait pas faire le bien. Si l'on n'est pas prêt, comme nous l'enseigne Machiavel, à infliger un moindre mal pour éviter des maux plus grands encore, à se salir soi-même les mains pour sauver le collectif, si l'on fait de la politique sans véritable volonté de s'asseoir sur le Trône de Fer, alors peut-être vaut-il mieux ne pas faire de politique du tout.

Bref ! pour faire efficacement le bien, il faudrait se résoudre à faire le mal. Le critère positiviste

d'efficacité prend le pas sur la morale : afin de combattre l'immoralité du capitalisme mondial, les voila en quête d'utiliser les mêmes armes que leurs ennemis. Une autre saga, prophétique celle-là, *Le seigneur des anneaux* de Tolkien, leur donne pourtant la réponse : ne sont-ils pas, à la suite du naïf et pathétique Boromir, tentés d'utiliser l'arme de l'ennemi, l'« anneau de pouvoir » du démoniaque Sauron –le même Grand-Œil qui flamboie au sommet de la tour-pyramide du billet vert, qui symbolise le nouvel ordre des siècles et la démocratie universelle– au lieu de soutenir l'autorité du roi

légitime Aragorn ? Comme Boromir, en espérant faire le bien, ils feront inévitablement le mal. Le juriste Cicéron avait pourtant prévenu qu'on ne saurait opposer *moralité* et *utilité* ou *efficacité* :

Il est impossible qu'une chose soit utile si elle n'est pas en même temps moralement bonne. Et ce n'est point parce qu'elle est utile qu'elle est moralement bonne, mais parce qu'elle est moralement bonne qu'elle est utile¹⁸

18 Cicéron, *De officiis*, III, 30.

Allons Monsieur Macron : rejoignez les troupes du roi !

En ce début de siècle, dans ce climat d'effondrement général, il semble bien que deux options s'offrent aux hommes, deux options qu'illustrent deux romans :

- *Game of Thrones* préconise la loi du plus fort, la fin qui justifie les moyens, et marche sur les traces amORAles de Machiavel, véritable inspirateur de l'enfer de cette modernité politique que nous vivons.
- *Le Seigneur des anneaux* de Tolkien indique la voie traditionnelle de la monarchie transcendante, de l'autorité qui se soumet à une loi qui n'est pas la sienne (la loi naturelle), qui s'efforce de rendre justice, de faire grandir tous les êtres dont elle a la charge (même le plus petit), et qui refuse obstinément d'utiliser l'arme de l'ennemi qui corrompt (la démocratie, ou le pouvoir par l'opinion).

Partant du réel, Emmanuel Macron perçoit l'urgence de re-

nouer avec la verticalité en politique ; ne serait-il pas un royaliste égaré ? En attendant mieux, il perd et salit son talent en servant la loi du plus fort égoïste, la loi du grand marché capitaliste auquel tous les *leaders* des gouvernements démocratiques se soumettent jusqu'à sacrifier l'existence même de leur pays : du libéral Sarkozy au socialiste Hollande, jusqu'au populiste ultra-gauche Tsipras.

Mais le ministre peut-il encore comprendre la révolte légitime de ces travailleurs mis au ban de la société pour avoir « déchemisé » quelques cadres d'Air France qui venaient leur annoncer un plan de licenciement désiré par des actionnaires anonymes ? Est-il moral d'abandonner les entreprises du pays au capitalisme mondial ? Est-il moral de sacrifier le gagne-pain d'honnêtes gens pour en enrichir quelques profiteurs ? Est-il moral de les punir pour avoir manifesté leur appel au secours et leur désespoir ? Qui viendra à leur aide ?

« Une Monarchie est nécessaire au bien-être du monde » nous rappelle Dante, non pas une monarchie mondiale, mais des rois qui représentent et préservent, en acte, les immenses diversités et richesses de leurs peuples conformément à la loi naturelle.

Allons Monsieur Macron ! poussez vos intuitions jusqu'au bout. Pour le bien commun, quittez ces profiteurs, ces prostitués du libre-échange et de la mondialisation, jetez au feu l'anneau de pouvoir démocratique qui corrompt, et offrez votre réel talent au roi : lui seul saura le mettre au service des peuples de France, en son conseil, en toute raison, en toute justice, dans l'amour et l'honneur.

Faoudel



Réflexions sur les conditions d'une authentique et solide restauration royale

« La révolution a commencé par la déclaration des droits de l'homme : elle ne finira que par la déclaration des droits de Dieu ».

Louis de Bonald

1. Il y a un assez grand nombre de personnes qui se disent favorables à la royauté ; mais, parmi elles, on trouve un très large éventail de conceptions, parfois très opposées les unes aux autres : qu'y a-t-il de commun entre un « orléaniste » et un « légitimiste » (pour ne parler que des deux grands courants royalistes) ? Il n'est même pas certain que, si l'on demandait aux uns et aux autres de définir le mot « roi » qu'ils ont en commun, on obtienne la même notion.

Parmi les royalistes, on en trouve un assez grand nombre qui se disent « légitimistes », c'est-à-dire soutenant les droits dynastiques de Monseigneur le Prince Louis de Bourbon, duc d'Anjou ; mais, parmi ces « légitimistes », existe encore une certaine variété d'idées divergentes, voire absolument incompatibles entre elles. Il y a ceux qui, à la suite du Comte de Chambord, tiennent fermement aux principes de la monarchie capétienne traditionnelle, et il y a ceux qui s'accommoderaient d'une royauté qualifiée de « moderne » dont la quasi seule différence avec l'actuelle cinquième république consisterait dans le fait qu'au lieu d'un président de la république élu, il y aurait à la tête de l'État Louis XX et ses successeurs.

La restauration royale à laquelle nous aspirons, à laquelle nous travaillons, est

celle d'une monarchie traditionnelle pleinement conforme aux principes et traditions de celle qui a succombé sous les coups de la sinistre révolution : pas une royauté parlementaire, ou « constitutionnelle », comme on en trouve en plusieurs pays d'Europe aujourd'hui.

2. On trouve également un nombre assez important de personnes favorables à la royauté, qui vivent avec l'illusion que le seul fait de placer un roi (Louis XX par exemple, mais un certain nombre de « survivantistes » ou de « providentialistes » partagent aussi ce genre d'idées en promouvant leurs candidats -connus ou cachés-) à la tête de la France telle qu'elle se trouve aujourd'hui, comme une espèce « *deus ex machina* », pour que, comme par enchantement, tout se retrouve automatiquement changé, amélioré, renouvelé. Il m'est arrivé de recevoir des messages que je qualifie volontiers de déliants : des personnes sans nul doute enthousiastes, mais à mon avis manquant pour le moins de réalisme (si ce n'est d'équilibre intellectuel et psychologique), qui m'écrivent qu'elles sont prêtes, dès aujourd'hui ou dès demain, à conduire le Prince à Reims et, là, à demander à l'archevêque de lui conférer le Sacre !

S'imaginent-elles être de

« nouvelles Jeanne d'Arc » ?

En tout cas, d'après elles, sitôt la cérémonie achevée, la France serait transformée et, telle la « Belle au bois dormant » au contact des lèvres du prince charmant, se réveillerait catholique et royale...

Les « zinzins » de cette sorte (qui, en plus, sont très souvent animés d'un zèle indiscret et tapageur), à mon avis, portent un tort considérable à l'idée royale.

3. Vouloir, aujourd'hui, restaurer en France une royauté, d'un claquement de doigts, relève d'un manque de réalisme absolu. Or le réalisme est, philosophiquement, l'un des piliers de la monarchie légitime. **La restauration monarchique ne sera pas le début du renouveau que nous espérons et auquel nous travaillons, avec nos faibles moyens actuels : elle en sera la clef de voûte, l'achèvement.**

La restauration royale, en France, ne pourra se faire que sur les fondements solides d'une restauration spirituelle, d'une pleine restauration catholique. Elle ne sera pas simplement politique, dans le sens où elle ne consistera pas à remplacer le système républicain actuellement en place par un système monarchique, de la même façon que l'on opère un simple ravalement de façade ou que l'on change un décor au théâtre. Il

Réflexions sur les conditions d'une authentique et solide restauration royale

faudra -ni plus ni moins- **revenir au Pacte de Reims**, acte fondateur de la monarchie traditionnelle en ce royaume, acte fondateur qui a été renouvelé, réitéré et réactualisé à chacun des sacres de nos souverains.

4. Aussi, pour travailler efficacement au rétablissement d'institutions monarchiques stables et pérennes, faut-il commencer par travailler à la conversion des mentalités, des intelligences, des cœurs, des esprits et des âmes. C'est bien -malgré le remarquable travail des Chevaliers de la Foi, malgré l'action de la Congrégation, et malgré le soutien et les convictions sincères du roi Charles X- parce qu'elle a échoué dans le domaine de la conversion profonde et générale des Français (conversion à tous les niveaux : intelligences, mœurs, mentalités, esprits et âmes) que la Restauration de 1815 n'a pas pu se maintenir, malgré ses brillantes réussites économiques et militaires. La façade, aussi belle fut-elle, avait seulement masqué et non renouvelé les mentalités polluées et viciées par les idées révolutionnaires : **elle n'avait pas restauré en profondeur la compréhension et l'amour religieux du mystère sacré de la royauté traditionnelle qui ne peut s'épanouir et subsister que dans une chrétienté vivante, individuellement et socialement.**

5. L'expérience me montre encore que beaucoup de royalistes,

beaucoup de légitimistes, ont en vérité peur des exigences d'une telle restauration, **peur des conséquences que cela entraînerait dans leur propre vie, finalement peur d'avoir à mettre en œuvre une vraie et absolue cohérence entre leurs idées et leurs mœurs, leurs paroles et leur mode de vie.**

Ils vivent dans une espèce de pieuse nostalgie, qui ne les contraint pas à renoncer à l'esprit du monde ni à leurs continues compromissions avec les modes et avec l'air du temps : **ils n'ont pas envie de se convertir.**

Ils se précipitent, la bouche en cœur, aux « coquetèles », aux bals et aux cérémonies où l'on annonce la présence du Prince, mais ils prennent bien garde de s'engager -surtout si cela impose quelque sacrifice et si cela exige de la persévérance- dans un travail de fond.

Ils sont de pauvres courtisans, ils ne seront jamais de valeureux chouans.

6. Il est indubitable que l'un des premiers et des plus urgents devoirs des légitimistes, aujourd'hui, consiste à acquérir non seulement une **nécessaire formation intellectuelle** -philosophique, historique, doctrinale...-, mais, en outre et par-dessus tout, une **encore plus nécessaire et solide formation spirituelle.**

La vie spirituelle des légitimistes ne peut seulement consister dans une honnête

connaissance du catéchisme, et dans une pratique religieuse régulière mais trop formelle ; elle doit imprégner, animer, vivifier tout leur quotidien. C'est parce qu'il sera l'incarnation d'un catholicisme fort et décomplexé (comme l'on dit aujourd'hui), épanoui et rayonnant, que le témoignage des légitimistes sera conquérant.

7. **La restauration de la monarchie légitime sera un miracle de la grâce**, quelque chose qui ressemblera -dans l'ordre social et politique- à la résurrection du corps de Lazare en putréfaction, quelque chose de plus grand encore que le miracle du sursaut national suscité par l'intervention de ce doigt de Dieu dans notre histoire que fut sainte Jeanne d'Arc.

Mais les miracles ont un prix : de la même manière que le rachat et le salut des âmes ont pour rançon les tourments de la douloureuse Passion, **la conversion de la France et son retour de fille prodigue repentante dans les bras de ce lieu-tenant de Dieu sur terre qu'est le roi légitime, désigné par les Lois fondamentales du royaume, exigent de nouveaux Golgotha** : des prières toujours plus ferventes, des sacrifices toujours plus généreux, des pénitences volontaires toujours plus nombreuses, et des immolations secrètes dans le Gethsémani de ces nuits de l'âme et de l'esprit que connaissent les privilégiés du Cœur de Jésus...

Réflexions sur les conditions d'une authentique et solide restauration royale

Addenda :

a) Que l'on ne se méprenne pas sur nos paroles. Nous sommes fermement convaincus que « *de la forme donnée à la société, en harmonie ou non avec les lois divines, dépend et s'infiltré le bien ou le mal des âmes...* » (Pie XII, radio-message du 1^{er} juin 1941 pour le cinquantième anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum*) ; si ce n'était pas le cas, nous ne militerions pas pour la restauration de la monarchie traditionnelle. Mais « *la forme donnée à la société* » ne peut perdurer si les individus, les familles et les corps intermédiaires qui composent cette société n'adhèrent pas aux principes qui fondent cette « *forme* », et si celle-ci est seulement imposée d'en-haut sur des sujets totalement passifs.

b) - Certains, parfois, insistent tellement sur le devoir fait aux chrétiens de travailler à leur perfection pour infléchir la marche du monde, qu'ils en arrivent presque à conclure -ou à laisser penser à leurs auditeurs- qu'il serait résolument vain de tenter d'agir ici-bas si l'on n'est pas arrivé à un haut degré de vertu, voire parvenu à la sainteté ! Semblable exagération n'est pas conforme à l'Évangile, n'est pas conforme à l'enseignement et à la pratique séculaire de l'Église. Certes, plus une âme est sainte et plus elle a d'influence, non seulement dans le seul domaine de la spiritualité, mais aussi sur la société des hommes : « *Toute âme qui s'élève élève le monde* » (Élisabeth Leseur). Toutefois, même s'il n'est pas parvenu à la perfection, même

s'il lutte encore parfois douloureusement contre ses propres péchés et ses tendances désordonnées, même si sa faiblesse lui est l'occasion de chutes (et donc aussi -normalement- de relèvements !) tout chrétien, quelque imparfait qu'il soit encore, est appelé et habilité à travailler -selon sa mesure, ses capacités et sa place dans la société- pour qu'elle soit toujours plus conforme aux lois divines et aux merveilleux desseins de la Providence sur sa patrie.

**Frère Maximilien-Marie
du Sacré-Coeur**

« La révolution a commencé par la déclaration des droits de l'homme : elle ne finira que par la déclaration des droits de Dieu ».

Louis de Bonald

Notes de lecture

Caroline Mailet-Rao, *La Pensée politique des dévots Mathieu de Morgues et Michel de Marillac. Une opposition au ministériat du cardinal de Richelieu*, Honoré Champion, 2015.

Michel de Marillac, surintendant des finances de 1624 à 1626, puis garde des Sceaux jusqu'à son évincement par Richelieu, s'opposa avec Mathieu de Morgues au gouvernement personnel du cardinal. À travers les écrits de Mathieu de Morgues et de Marillac (ces derniers en partie inédits), complétés par d'autres comme Jean Bodin ou Cardin Le Bret, l'auteur montre que l'historiographie contemporaine a méjugé l'action des dévots qui entouraient la reine mère, Marie de Médicis, et Monsieur, Gaston d'Orléans. Nous pensons personnellement au *Richelieu* de Philippe Erlanger (Perrin, 1985) où les dévots sont présentés comme réactionnaires, ultramontains et pro-espagnols.

À travers une analyse très dense, l'auteur montre que Marillac, écarté par Richelieu, a défendu le caractère absolutiste du gouvernement royal, qui ne peut se partager avec un ministre principal ou tout autre prétendant. Le roi seul, de droit divin, a reçu mission d'établir la justice et faire régner la charité. Caroline Mailet-Rao analyse successivement tous les domaines de politique intérieure et extérieure où les dévots ont exprimé d'une manière nuancée leurs conceptions qui visaient à renforcer les institutions monarchiques traditionnelles. Se trouve exposé en particulier le code Michaud qui regroupe les propositions de Marillac visant, entre autres, à corriger les abus nés de la vénalité des offices et restaurer l'autorité du roi.

Pour épargner à la France meurtrie par les guerres de religion de nouvelles épreuves, les dévots préconisèrent la diplomatie avec l'Espagne plutôt que le conflit armé, selon la doctrine médiévale de la guerre juste ; ce qui

leur fut reproché. En matière religieuse, l'auteur pointe une autre erreur commise par l'historiographie actuelle qui voit l'édit de Nantes comme un édit de tolérance d'esprit laïque. Il s'agissait bien d'une tolérance du roi catholique envers la pratique de la religion protestante, pourvu que celle-ci restât pacifique. Ce fut aussi la position nuancée des dévots (à la différence des anciens ligueurs), la tolérance n'empêchant pas le prosélytisme pour la conversion des hérétiques. Mais ils appuyèrent le roi dans son effort de réduire l'organisation politique et militaire de l'état huguenot du Béarn. Problèmes politico-religieux aux accents actuels.

Marie-Paule Renaud

Être femme sous Louis XIV. Du mythe à la réalité, catalogue de l'exposition, 3 octobre 2015-14 février 2016, Musée-Promenade de Marly-le-Roi, Louveciennes, Liénart éditions, 2015.

Cet ouvrage agréablement illustré rassemble sept contributions illustrant les différents domaines de la vie féminine sous le Grand Siècle, de l'éducation à la vie de cour, en passant par l'habillement. Placée sous l'éclairage du féminisme actuel, cette exposition tente de montrer que l'époque étudiée « vit une forme d'émancipation des femmes », sans que ce concept à la mode, « Du mythe à la réalité », nous éclaire en quoi que ce soit.

Après avoir détaillé les « présupposés aristotéliens » des traités de médecine du XVII^e siècle Évelyne Berriot-Salvadore, (université de Montpellier) et Dominique Picco (université de Bordeaux) nous décrivent l'influence des congrégations féminines sur l'éducation des petites filles, affirmant à plusieurs reprises, tantôt leur nombre et leur poids, tantôt leur faible présence. Agnès Walch (université d'Amiens) brosse au contraire un tableau sans ombre du rôle de ces dernières et de leurs fondatrices, grandes figures comme Mme de Maintenon, mère Angélique ou Jeanne de Chantal, dont les œuvres de charité et d'éducation ont été financées par d'autres femmes, dames de la noblesse, sous l'impulsion de la reine-mère, Anne d'Autriche.

Les grandes charges féminines à la cour de Versailles, décrites par Frédérique Leferme-Falguières, auraient dû offrir l'occasion de faire connaître la reine si oubliée. On a préféré gloser une énième fois sur les favorites de Louis XIV (Mathieu Da Vinha, directeur scientifique du centre de recherche du château de Versailles).

Marie-Paule Renaud

Carnet du Jour

"Information non disponible"

De la démocratie républicaine

« La promesse était une nécessité du passé. La parole violée est une nécessité du présent ».

Nicolas Machiavel

« Presque tous les grands penseurs n'avaient que mépris pour la démocratie. Même les Pères fondateurs de la Constitution américaine, que l'on considère aujourd'hui -à tort- comme des défenseurs de la démocratie, y étaient strictement opposés. Sans aucune exception, ils étaient d'accord avec Aristote pour reconnaître que la démocratie n'est rien d'autre que le règne de la canaille ».

Hans-Hermann Hoppe

« Toute l'opération consiste bien, avec la foi laïque, à changer la nature même de la religion, de Dieu, du Christ, et à terrasser définitivement l'Église ».

Vincent Peillon, ancien ministre de l'Éducation nationale

Activités 2016

Activités nationales

- 4 et 5 juin : Pèlerinage légitimiste au Puy-en-Velay
18 au 24 juillet : 26^e université d'été Saint-Louis au château de Couloutre (Nièvre)
24 et 25 septembre : 104^e Pèlerinage légitimiste de Sainte-Anne-d'Auray

Activités interprovinciales ou fédérales

- 12 mars : Journée Saint-Louis, Bretagne
Printemps : 2 journées patrimoine, Vivarais et Dauphiné
30 avril : Journée du patrimoine, Bretagne
Juin : journée conférences, Alsace et Lorraine

Cercles proposant des réunions d'étude (réunion de cercle ou groupe d'étude)

- Cercle Saint-Materne : Mulhouse et Strasbourg
Cercle Paul-Barillon : Angers et Thouarcé.
Cercle Sainte-Clotilde : Dijon
Cercle Arthur-de-Richemont : Rennes (2)
Cercle Georges-Cadoudal : Vannes
Cercle Saint-Yves : Guingamp
Cercle Jean-de-Beaumanoir : Dinan
Cercle du Léon : Brest
Cercle Duchesse-Anne : Quimper
Cercle Crillon-le-Brave : Crest
Cercle Louis XIV : Lille
Cercle Légitimiste d'Ile-de-France : Paris (2)
Cercle Joseph-de-Villèle : Toulouse
Cercle Abbé-Claude-Allier : Vivarais
Cercle Robert-de-Baudricourt : Nancy

Messes pour Louis XVI

- Cercle Saint-Materne
Cercle Sainte-Clotilde
Cercle Crillon-le-Brave et Cercle Abbé-Claude-Allier
Cercle Louis XIV
Cercle Joseph-de-Villèle

Vie des Cercles

*Légitimistes, ne restez pas isolés, rejoignez le cercle de votre province
ou informez-vous auprès du cercle le plus proche :*

Bretagne

Au cours de la réunion des présidents de cercles de Bretagne, le 10 octobre, **René Essirard** a été nommé officiellement président de la Fédération bretonne légitimiste (FBL).

L'adresse postale de la FBL et de LA BLANCHE HERMINE (la revue des légitimistes bretons) ne change pas :
FBL BP 10307 35703 Rennes cedex 7
Site internet : www.royalistesbretons.fr

Pour tout renseignement : Tél. 06 75 26 57 65 - Courriel : bretagne.legitimiste@orange.fr

Alsace, Flandre-Artois

Conformément à la *Charte d'adhésion d'un cercle à l'UCLF* et suite à la réunion des présidents des associations légitimistes de France, le 14 novembre, les demandes d'adhésion de deux cercles ont été acceptées :

- Le **Cercle Saint-Materne*** devient « Correspondant de l'Union des Cercles Légitimistes de France pour l'Alsace ».
Président : Jean-Denis Guallar (1, rue de la Sablonnière 68120 Pfastatt, Tél. 06 27 55 35 15
Courriel : jeandenisguallar@gmail.com)
Site : www.facebook.com/cercle.saint.materne
- Le **Cercle Louis XIV*** devient « Correspondant de l'Union des Cercles Légitimistes de France pour la Flandre et l'Artois »
Président : Gérard de Villenoisy (2, square de l'Argillière, résidence André-Gide 59000 Lille
Tél. 06 11 96 91 82 – 09 81 36 73 70 – Courriel : gdevillenoisy@bbox.fr
Site : <http://flandres.wix.com/cercle.louis.xiv>

* Saint Materne a été le premier évangéliste de l'Alsace

* La Flandre a été intégrée au domaine royal sous le règne de Louis XIV

Languedoc, Vivarais

- Le 17 octobre, les légitimistes du Vivarais ont fondé le **Cercle légitimiste Abbé-Claude-Allier***.
Président : Frère Maximilien-Marie du Sacré-Cœur (Le Mesnil-Marie, Hameau de Condas, 07310 Saint-Martial. – Tél. 04 75 65 49 20
Courriel : vivarais.legitimiste@gmail.com
Site : <https://www.facebook.com/CLV07/timeline>

Avec le cercle Joseph de Villèle (comté de Toulouse),
le Languedoc compte maintenant deux cercles légitimistes.

(Suite page 20)

* Monsieur l'abbé Claude Allier, prier curé de Chambonas, paroisse de l'ancien diocèse d'Uzès, aux confins du Vivarais, fut le principal instigateur et l'âme des événements de 1790, 1791 et 1792 restés dans l'histoire sous le nom de « Camps de Jalès », puis l'un des initiateurs de la chouannerie active aux confins du Vivarais, du Gévaudan et du Velay jusqu'en 1800. Il fut guillotiné à Mende le 5 septembre 1793.

Téléphone : 04 71 31 10 40

228 rue des Professeurs Pellé - 35700 RENNES

Site internet : <http://www.uclf.org>

Page facebook UCLF : <https://fr-fr.facebook.com/uclf.org>

Nos sites Internet

UCLF <http://www.uclf.org>

viveleroy <http://www.viveleroy.fr>

Le forum du Royaume de France <http://royaume-de-france.clicforum.com/index.php>

Page facebook UCLF <https://fr-fr.facebook.com/uclf.org>

Sommaire

« Alors vive le roi toujours ! ».....	p. 1
Discours du prince Louis de Bourbon, duc d'Anjou.....	p. 2
Révolutions inutiles et rénovations chaotiques.....	p. 4
Dante, Jean de La Fontaine et Emmanuel Macron... pour le Roi.....	p. 8
Réflexions sur les conditions d'une authentique et solide restauration royale.....	p. 14
Notes de Lecture..	p. 16
Carnet du Jour	p. 17
De la démocratie républicaine	p. 17
Activités 2016	p. 18
Vie des cercles	p. 19

Abonnement - secrétariat

Afin de ne pas surcharger le travail de secrétariat, nous remercions les lecteurs de *La Gazette Royale* de bien vouloir renouveler spontanément leur abonnement, sans attendre de lettre de rappel.

Les (ré)abonnements sont à libeller à l'ordre de l'U.C.L.F. et à adresser à :

U.C.L.F.,
144, rue des Professeurs Pellé
35700 RENNES
Tél. 09 71 31 10 40

Abonnement normal..... 15,00 €
Abonnement électronique ... 10,00 €
Abonnement étranger 17,00 €
Abonnement de soutien 20,00 €

C.C.P. La Source 747 47 M



Directeur de la publication : Pierre Bodin - Courriel : uclf@orange.fr